

# Les Prud’hommes sous les projecteurs

Dans le documentaire *Prud’hommes*, les conflits de travail se retrouvent dans le viseur de la justice et de la caméra du réalisateur suisse **Stéphane Goël**. Au cinéma, dès le 13 octobre

Face aux licenciements abusifs, aux heures supplémentaires et aux salaires non payés, que ferait Guillaume Tell? Lui qui s’est fait justice – en tuant le bailli autrichien qui l’avait obligé à mettre la vie de son fils en danger – et dont la statue trône pourtant devant le Tribunal cantonal à Lausanne.

C’est son image légendaire qui ouvre le documentaire *Prud’hommes* de Stéphane Goël. Un clin d’œil de l’Histoire dans la collection des petites et grandes tragédies du monde du travail d’aujourd’hui données à voir par le réalisateur suisse: des salariés et des employeurs en conflits, des avocats et des syndicalistes en soutien, un juge civil qui tente la conciliation.

A l’origine de ce documentaire, le désir de Stéphane Goël de parler de «ce grand pan de la vie des gens si peu relaté en Suisse», exception faite du monde paysan qu’il a lui-même déjà traité (*Campagne perdue*). Après un premier refus du Tribunal des prud’hommes en 2002, le sésame pour filmer lui est accordé en 2009. Durant dix mois et une trentaine d’audiences, le cinéaste s’est alors immergé dans les conflits de travail qui, pour lui, cristallisent la situation sociale du pays. «La souffrance au travail est augmentée de la souffrance de l’individuation. Les gens doivent aller jusqu’en justice pour simplement parler. Le Tribunal des prud’hommes – à certains aimeraient limiter l’accès en le rendant payant, et d’autres le voir tout simplement disparaître – a donc une véritable fonction sociale.»

Au tribunal, mais aussi aux permanences des syndicats et de l’inspection du travail, Stéphane Goël a rencontré des employés bafoués dans leurs droits et leur dignité, souvent en mal de reconnaissance. *Prud’hommes* met ainsi en lumière l’exploitation des salariés, mais aussi les positions parfois légitimes des employeurs. «Finalement, tout le monde est perdant, l’employé comme le patron de PME soumis à la pression du marché», relève le réalisateur qui espère avec son film inciter les spectateurs à «poser une réflexion sur le travail».



Avec son film, Stéphane Goël souhaite susciter une réflexion sur le travail.

La solitude des employés, le manque de liens sociaux et de solidarité ont frappé celui qui vit dans une coopérative d’habitation et travaille depuis 25 ans dans le collectif Climage. «On ne partage pas seulement la caméra mais aussi un catalogue de films qu’on peut tous revendiquer. Les succès et les échecs de chacun profitent à tous. C’est très rare cette solidarité dans le milieu très individualiste du cinéma.»

### Touche-à-tout

Stéphane Goël se souvient. Il avait 20 ans, Lausanne bougeait, la vidéo permettait de faire des films sans le sou. «Comme tous les réalisateurs de Climage, je viens d’un milieu familial plutôt prolétaire, sans lien avec le monde culturel, et sans aucune formation.» Une chance plutôt qu’une lutte pour ce fils de paysan qui aime à parler à la première personne du pluriel: «Ça nous a donné la liberté d’expérimenter.»

De 23 à 28 ans, il vit à New York, monte des clips, des pubs, participe à des télévisions communau-

taires... A son retour en Suisse, il continue sur le mode de «la démerde». «Ce n’est certainement plus possible aujourd’hui. Dans les années 90, la télévision nous a fait confiance même si nous n’étions pas diplômés d’une école de cinéma.» Stéphane Goël crée sans hiérarchie aucune entre le petit et le grand écran, et entre les genres. «Je produis avant tout du récit audiovisuel, que ce soit un film de mariage, une vidéo pour un groupe de hard rock, ou un documentaire.»

Il aime à passer d’un sujet à l’autre et du coq à l’âne. De l’Histoire au présent, du microlocal aux horizons lointains. «Je n’ai pas de plan de carrière. Par esprit de curiosité, j’aime mettre le pied dans des réalités différentes. Ça gicle dans tous les sens. Je suis comme un gamin», dit-il avec un sourire et un enthousiasme qui confirme ses dires. «Quand j’ai tourné sur des archéologues dans le désert du Soudan, c’était un rêve d’enfant, mon côté un peu Tintin (*Sur les traces des pharaons noirs*). Mais, généralement, j’aime traiter de l’identité des gens d’ici, de leur ressenti (*Le*

*poison – le crime de Maraçon*).» Après le long tournage de *Prud’hommes*, Stéphane Goël avoue être exténué et... déçu. Comme à chaque fois. «Je déteste voir mes films. Il me faut de six mois à une année pour les regarder avec, disons, empathie. J’aime les faire, les monter. Ensuite, je déteste être confronté à mon propre travail. Il est difficile de faire face aux critiques après avoir passé des semaines au montage, et en sachant qu’en enlevant une pièce, tout s’effondre.»

Ses «baby-blues» ne l’empêchent pourtant jamais de se lancer dans de nouvelles créations. «Le moteur, c’est le désir. C’est comme de raconter une histoire à mes mômes. J’adore en inventer à chaque fois une autre. Pour les documentaires, je ne suis jamais à court d’idées. Ensuite, je lance des hameçons et je regarde ce qui mord...»

Aline Andrey ■

Voir aussi en page 10

## Le service public postal est sauvé!

Les arguments inlassablement répétés par le Syndicat de la communication ont fini par payer: le Conseil national a, le 29 septembre dernier, renoncé à une libéralisation totale du marché postal.

«C’est une grande victoire pour le Syndicat de la communication, mais surtout pour tous les usagers qui réclament le maintien d’un service public postal de qualité accessible à toutes et tous», salue Alain Carrupt, président central du syndicat. «En refusant de procéder à une libéralisation totale du marché postal, le Conseil national a fait le choix de servir

l’intérêt général: celui de la population en général, des petites et moyennes entreprises, des régions périphériques et des quartiers des agglomérations.»

Voilà des années que le Syndicat de la communication dénonce, exemples étrangers à l’appui, les dégâts qu’une libéralisation totale du marché fait subir aux prestations postales: restriction de la palette de prestations du service universel, baisse de qualité, hausse des prix pour l’immense majorité des usagers. Tout cela pour faire des cadeaux aux très gros clients que sont les banques, les assurances ou les caisses maladie. Le Conseil national a sagement repoussé cette perspective. Il a par là même reconnu qu’un monopole résiduel sur les lettres jusqu’à 50g constituait le modèle le plus simple et le plus efficace pour financer le service universel.

Les décisions du Conseil national sur d’autres aspects de la révision de la législation postale sont moins heureuses. En mettant sur un pied d’égalité offices de poste et agences, la chambre basse ouvre par exemple la porte à un démantèlement du réseau postal encore plus effréné que celui qui est déjà à l’œuvre. Un remplacement massif des offices de poste par des agences reviendrait à une privatisation larvée du réseau postal, et donc à une perte de maîtrise sur sa pérennité et son étendue.

Si cette Loi sur la poste présente le grand avantage de préserver le monopole résiduel sur les lettres, elle n’en est donc pas parfaite pour autant. C’est la raison pour laquelle le Syndicat de la communication a officiellement déposé, le 2 septembre dernier, son initiative populaire «Pour une poste forte». Celle-ci propose un modèle postal complet qui préserve la qualité et l’ampleur des prestations actuelles tout en ouvrant la porte à de nouveaux services d’avenir, notamment dans le domaine financier. Cette initiative, sur laquelle le Conseil fédéral doit désormais délivrer un message, sera donc un excellent moyen pour corriger si nécessaire les imperfections du projet de loi actuel.

Mais il convient maintenant en priorité de voir comment le Conseil des Etats va digérer les décisions du National. Le Syndicat de la communication attend à tout le moins qu’il renonce à son tour à une libéralisation totale du marché.

Syndicat de la communication ■

## Etats-Unis: piètre protection des travailleurs

La Confédération syndicale internationale (CSI) a présenté le 29 septembre dernier son rapport bisannuel sur les normes fondamentales du travail aux Etats-Unis (...)

Celui-ci révèle de piètres résultats en matière de protection des travailleurs, surtout en termes de droits syndicaux et de travail des enfants, domaines dans lesquels on note toujours de graves infractions.

La législation des Etats-Unis conteste le droit d’organisation à de grands groupes de salariés, notamment aux ouvriers agricoles, à de nombreux travailleurs du secteur public, aux travailleurs domestiques, aux superviseurs et aux travailleurs indépendants.

Du reste, il est extrêmement difficile pour la plupart des salariés du secteur privé de former des syndicats et il est fréquent que les employeurs exercent une pression antisyndicale. Le rapport note par ailleurs qu’il existe une industrie, valant 4 milliards de dollars US, spécialisée dans les exactions antisyndicales dont le but est d’affaiblir la syndicalisation. Environ 82% des employeurs louent les services de ce type de compagnies qui ont recours à une grande variété de tactiques à l’encontre des syndicats.

Les employeurs forcent souvent les salariés à écouter de la propagande contre le syndicalisme et les menacent de fermer l’entreprise s’ils votent pour former une organisation syndicale. Le rapport révèle en outre que des sénateurs républicains continuent de bloquer la loi sur la liberté syndicale (Employee Free Choice Act), qui pourrait remédier à certaines injustices dont sont victimes les travailleurs, alors qu’elle a déjà été adoptée à la Chambre des représentants et qu’elle gagne en popularité au Sénat.

Dans de nombreux cas, les Etats-Unis n’abordent pas de façon efficace le problème du travail des enfants, surtout dans l’agriculture d’autant qu’ils travaillent dans des conditions dangereuses. De nombreux enfants sont des ouvriers agricoles migrants, provenant souvent d’Amérique latine. L’AFL-CIO estime qu’entre 300 000 et 800 000 enfants sont employés dans l’agriculture dans des conditions dangereuses. De plus, le nombre de contrôles relatifs au travail des enfants a diminué.

Quant à la discrimination, le rapport constate que les femmes continuent de gagner moins que leurs homologues masculins (77,1%). Alors qu’elles représentent 47,8% du nombre total des salariés, les femmes n’occupent que 29% des postes de direction et à responsabilités. Elles n’ont en plus aucune garantie de congés familiaux payés.

Enfin, le rapport dévoile que le travail forcé reste un problème aux Etats-Unis, surtout dans l’agriculture où des migrants en sont victimes.

Il est possible de lire le rapport complet (en anglais) à l’adresse: <http://www.ituc-csi.org/report-for-the-wto-general-council,7686.html>

CSI ■

Pierre Reymond

les  
traits  
tirés

## 4 conseillères fédérales enfin, pour dépolssiérer le Conseil...

